

BOUDIAF CATÉGORIQUE :

«Aucun cas de Zika n'a été détecté en Algérie»

M. Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a effectué dans la journée du 21 février une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Naâma. Le ministre a, en effet, visité plusieurs structures et infrastructures de son département à Naâma, Aïn-Séfra et Mécheria.

A Naâma, il s'est rendu successivement au centre de lutte contre la toxicomanie où il a eu à s'enquérir du fonctionnement et de la prise en charge des toxicomanes et à l'hôpital de 60 lits.

A Aïn-Séfra, M. Boudiaf a visité les pavillons de l'hôpital de 240 lits où il a apprécié les prestations de service, notamment depuis l'arrivée de la mission cubaine spécialisée «maternelle et infantile» ainsi que le réaménagement des UMC (urgences médicales) avec la réalisation d'un bloc opératoire au sein même.

Il s'est rendu ensuite au nouvel hôpital psychiatrique de 120

lits où il n'a pas apprécié les travaux qui ont du plomb dans l'aile et dont le taux d'avancement est à 75%, un délai très limité a été accordé aux entreprises pour l'achèvement des travaux.

A Mécheria, il a mis en exploitation un nouvel hôpital de 120 lits, et s'est rendu à la polyclinique. En marge de sa visite, le membre du gouvernement a réaffirmé que pour le moment aucun cas de virus Zika n'a été détecté en Algérie, et que nous avons pris des mesures préventives permanentes notamment à nos frontières. Concernant les cas de décès de grippe, il dira que ce



Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

sont des malades chroniques qui sont atteints de la grippe saisonnière et décédés suite aux changements climatiques, et il ne s'agit nullement de vaccin

comme le prétendent certains».

M. Boudiaf a également déclaré que les populations des Hauts-Plateaux ont ressenti l'amélioration et la prise en charge médica-

le de proximité, notamment dans les opérations chirurgicales, le dépistage, le diagnostic, la médecine à domicile, l'opération de télédiagnostic, la télémedecine etc.

Nous sommes en phase de la généralisation de la modernisation et des technologies nouvelles à travers les établissements de la santé, de ce fait, nous optons surtout pour la formation du corps médical, afin de généraliser toutes ces opérations de traitement et éviter des frais énormes aux malades», dira-t-il.

Le ministre de la Santé a aussi exhorté les responsables locaux (DSP, directeurs des EPS et autres), à plus de vigilance car la santé n'a pas de prix.

«Notre mission c'est la prise en charge totale du malade», conclut-il.

B. Henine

CINQUIÈME RENCONTRE DE LA CNCPPDH À ANNABA

Débats sur les droits de l'Homme à huis clos

Quinze wilayas de l'est du pays sont en conclave depuis dimanche et pour trois jours à Annaba. Leurs représentants sont appelés à prendre connaissance et à donner leur vision sur différents aspects des droits de l'Homme dans notre pays.

Organisée par la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH) en collaboration avec l'organisation Pénal Reform international, la rencontre est la cinquième du genre après celles d'Alger (2), Biskra et Tlemcen. Elle est caractérisée par une large participation des magistrats, représentants des différents services de sécurité et ceux de plusieurs associations.

Les travaux de cette rencontre ont été ouverts par Tewfik Mezhoud, secrétaire

général de la wilaya de Annaba, qui a mis l'accent sur l'importance de ce genre de rencontres. Dans son intervention, le secrétaire général de la CNCPPDH, Abdelouahab Merdjana, a relevé l'intérêt de telles rencontres où l'on abordera différents aspects juridiques, institutionnels et législatifs. Tout comme il a annoncé la prochaine mise en place d'un réseau national chargé de la protection des droits des personnes privées de leurs droits. Selon lui, 80% des articles de la récente révision de la Constitution consacrent et garantissent les libertés fondamentales des individus et droits de l'Homme et assurent les garanties judiciaires pour la protection de la société. Il soulignera, par ailleurs, la nécessité de faire appel à des experts internationaux pour l'enrichissement du débat. Ce qui explique la présence de trois Jordaniens dont une dame aux rencontres organisées par la CNCPPDH. Durant la matinée de la première journée

des travaux, il y a eu trois communications. Elles ont été entrecoupées par la cérémonie d'hommage rendu à plusieurs anciens moudjahidine. Dans son discours inaugural, Layachi Daâdoua, président de la sous-commission permanente des droits de l'homme de la CNCPPDH, chargé de l'organisation de la cinquième rencontre de Annaba, a souligné la nécessité pour les uns et les autres participants de travailler dans le sens d'une meilleure coordination.

Pour sa part, le Jordanien Mohamed Chabana, représentant de l'Organisation internationale de la réforme pénale pour la zone du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), insistera sur le respect du justiciable.

«On reproche aux défenseurs des droits de l'Homme de défendre des criminels, alors qu'en fait, ils ne font que demander l'application de la loi en tenant compte de la dignité de la personne humaine, afin qu'une

fois libérée et ayant payé sa dette envers la société, elle pourra se réinsérer dans la vie sociale sans problème», estime-t-il. Le respect du droit des personnes et de la légalité a également été relevé par un autre intervenant qui dira que l'avocat doit pouvoir s'entretenir avec son client dès le début de la garde à vue dans des conditions qui garantissent la confidentialité.

A la fin de la cérémonie d'ouverture, les représentants de la presse ont été priés de quitter la salle pour laisser place à des travaux en huis clos. Les représentants de la CNCPPDH se sont mis carrément devant la porte d'entrée pour faire évacuer les journalistes avant de fermer celle-ci à double tour.

Et dire que les travaux de la CNCPPDH, portant d'autant plus sur les droits de l'Homme, raison d'être de cette institution, sont censés intéresser les justiciables, en fin de compte l'ensemble des citoyens.

A. Bouacha

APPRENTISSAGE DE LA CONDUITE

Augmentation du volume horaire dès avril prochain

Le volume horaire d'apprentissage du code de la route et de la conduite (théorie et pratique) passera dès avril prochain de 30 à 55 heures en application du programme du ministère des Transports visant à améliorer le niveau d'apprentissage de la conduite, a indiqué le président de la Fédération nationale des auto-écoles (Fnae), Aoudia Zineddine. Les auto-écoles «sont tenues, à compter du mois d'avril prochain, de porter le volume horaire des postulants à 55 heures en application du nouveau programme d'apprentissage du ministère des Transports et en coordination avec les partenaires du secteur dont la Fnae», a indiqué M. Aoudia dans une déclaration à l'APS. Le volume horaire de



Cette augmentation du volume horaire vise à améliorer le niveau d'apprentissage de la conduite.

ce programme consacre «25 heures aux cours théoriques (code de la route) et 30 heures à la pratique (conduite en zone urbaine, sur l'autoroute et les routes nationales). M. Aoudia a

indiqué que ce programme «permettra de réduire les accidents de la route sachant que les nouveaux conducteurs reçoivent, selon le système en vigueur, une formation de 25 à 30 heures entre théorie et pratique.

Il a ainsi appelé toutes les auto-écoles à «respecter les règles du nouveau programme d'apprentissage de la conduite», soulignant que les «écoles qui ne se conforment pas à ces règles sont passibles de sanctions et mesures coercitives prévues par le ministère des Transports».

M. Aoudia a fait savoir que les «frais d'inscription ne seront pas augmentés avec l'entrée en vigueur de ce programme», précisant que cette question sera examinée ultérieurement».

Le nombre impressionnant des accidents de la route parmi les nouveaux détenteurs de permis de conduire est dû «à la non assimilation des cours théoriques et pratiques et au volume horaire fixé arbitrairement dans certaines écoles», outre le «non-respect du code de la route, notamment la limitation de la vitesse à 80 km pour les nouveaux permis».

La Fnae a proposé, selon son président, de «participer à la formation de la Délégation nationale de la sécurité routière» dont la création a été annoncée récemment par le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, pour mettre un terme aux drames de la route».

(APS)